

La mise en application du Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD)

Quels défis pour les politiques nationales et pour la coopération internationale ?

Conférence introductive

Par le Prince Kum'a Ndumbe III / AfricAvenir Douala (Fondation pour le Développement, la Coopération internationale et la paix)

I - Le NEPAD, un appel lancé aux peuples africains

Petit à petit, un mot comme magique fait le tour des pays africains et des chancelleries des pays industrialisés: NEPAD, NOPADA ou plus précisément Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique. Après le Plan d'action de Lagos et l'Acte Final de Lagos en 1980, après le programme prioritaire pour le redressement économique de l'Afrique pour 1986-1990, relayé par le Programme d'action des Nations Unies pour le Redressement et le Développement de l'Afrique en 1986, après le Cadre africain alternatif au programme d'ajustement structurel de 1989, après la Charte africaine pour la participation populaire au développement de 1990 et le Nouvel Agenda des Nations Unies pour le Développement de l'Afrique dans les années 90, nous voici donc aujourd'hui au Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique, communément abrégé en NEPAD. Sommes-nous, Africains, entrain d'avancer, de faire du surplace ou de reculer ? Ce nouveau mot ou programme apparemment magique, va-t-il nous permettre enfin de faire le bond en avant, de maîtriser notre propre destin, de faire cesser les guerres, l'embrigadement de nos peuples dans des régimes totalitaires ou de démocratie de façade, ce programme va-t-il pouvoir extirper de notre nouveau système de gestion de la chose publique cette gangrène généralisée nommée corruption avec son lot de détournements de fonds publics, oui, le NEPAD pourra-t-il permettre de calmer les souffrances de nos populations, de sortir de la misère et de la pauvreté, de faire éclater nos génies en les mettant au service d'un développement global, juste et équilibré de notre continent, oui, ce nouveau programme représente-t-il un véritable espoir permettant aux Africains du 21^e siècle de donner le meilleur d'eux-mêmes à leur propre peuple et à l'humanité entière ? Le NEPAD porte-t-il dans ses germes les éléments essentiels pour un développement authentique et durable des pays africains, remplit-il les conditions capables d'élaguer une voie nouvelle menant vers un partenariat différent, loin de la mendicité et de l'assistanat, loin du diktat si souvent humiliant imposé à nos gouvernements et à nos peuples par les bailleurs de fonds internationaux ?

Pour répondre à l'appel lancé aux peuples africains à Abuja en octobre 2001 par les 53 chefs d'Etats et de gouvernements africains ayant signé l'acte du NEPAD – en l'absence du Maroc à cause de la question Sahraouie - , de vastes débats ont été initiés à travers le continent et de par le monde. AfricAvenir et l'Institut Goethe voudraient en partenariat apporter leur modeste contribution à cette réflexion collective en centrant ces débats sur certaines interrogations essentielles. Notre question essentielle est celle-ci : quels sont les défis à relever par les

politiques nationales et la coopération internationale pour que le NEPAD remporte un succès durable dans son application ?

II - Les interrogations essentielles

Renaissance africaine d'abord ou nouveau partenariat comme priorité ?

D'abord, pourquoi cette appellation « Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique » ? Dans son discours du 28 janvier 2001 à Davos, le Président sudafricain Thabo Mbeki présentait à la communauté internationale le « Millenium African Renaissance Programme », donc plutôt un programme de renaissance africaine pour le nouveau millénaire. Dans une discussion que j'ai eue avec un important homme d'affaires européen, il me confia ceci : « Thabo Mbeki dérange avec sa renaissance africaine et ne peut pas être pris au sérieux, la renaissance, c'était un mouvement européen, l'Afrique a plutôt besoin d'un développement économique, c'est ce que l'Afrique doit négocier avec les bailleurs de fonds » Lors de la Conférence des Ministres de la Commission Economique de l'Afrique des Nations Unies des 8 et 10 mai 2001, le Président Mbéki avait apparemment capté le message et intitulait son nouveau document « Millenium Partnership for the African Recovery Programme », donc Programme de partenariat pour le redressement de l'Afrique, pendant qu'à la même occasion le Président Abdoulaye Wade du Sénégal présentait plutôt son Plan Omega pour l'Afrique. La fusion des deux programmes s'intitula lors du sommet des Chefs d'Etat du 11 juillet 2001 « Une Nouvelle Initiative Africaine ». Mais renaissance africaine ou initiative africaine furent définitivement abandonnés dans le titre lors du sommet d'Abuja du 23 octobre 2001 au profit de « Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique ». Alors, il est permis de se poser la question : renaissance africaine d'abord ou nouveau partenariat comme priorité ? N'oublions pas que le débat sur l'urgence de la renaissance africaine a été entretenu depuis des décennies par l'intelligentsia africaine au sein du mouvement panafricaniste, de la négritude, de la philosophie africaine Ubuntu, du mouvement de la conscience noire, etc. Déjà en 1946, notre honorable grand frère et savant Cheikh Anta Diop publiait à Paris un article intitulé « Quand pourra-t-on parler de la renaissance africaine ? » et donnait des réponses très claires. Ici au Cameroun, il y a dix sept ans, les écrivains camerounais réunis au sein de l'APEC, l'Association des Poètes et Ecrivains Camerounais, dans leur réponse aux questions de Son Excellence, Monsieur le Président de la République Paul Biya « Pourquoi sommes-nous Camerounais, Qu'est-ce qui nous rend fiers de l'être ? Quel Cameroun voulons-nous pour nos enfants ? », faisaient 21 propositions pour un Cameroun intégré et équilibré. Presque la moitié, soit dix de ces propositions formulées le 26 janvier 1985 plaidaient « Pour une renaissance culturelle au Cameroun ». C'est pour cela qu'aujourd'hui, nous insistons à propos du NEPAD sur l'interrogation : renaissance africaine d'abord ou nouveau partenariat comme priorité ?

Le NEPAD, c'est quoi ça ?

« Mais le NEPAD, c'est quoi ça ? » Voici la réponse que me lança un journaliste camerounais, haut responsable dans sa rédaction, lorsque nous préparions les assises d'aujourd'hui. « Et si nous, les journalistes, ne savons pas ce que c'est, alors, qui devra transmettre à la population ? Il est donc urgent de s'interroger sur le contenu même du NEPAD, de sa philosophie, de ses grandes orientations, des grands projets prévus tant au niveau continental, régional que national et local. Alors, où sont les documents sur le NEPAD, comment se procurer les textes de base et les textes d'application ? Sont-ils essentiellement destinés aux partenaires internationaux et aux cellules spécialisées de nos ministères ? Qu'est-ce qui est prévu et qu'est-ce qui ne l'est pas ? Quelles sont les principales

lignes du plan d'action ? Aujourd'hui encore, la majorité des cadres camerounais est incapable d'apporter une réponse à ces interrogations. Le débat sur le NEPAD restera-t-il donc confiné dans les cabinets ministériels, dans les salons de cette frange de l'élite intellectuelle composée exclusivement de décideurs ? Si le NEPAD concerne au plus fort notre devenir collectif d'Africain, alors, l'information et la documentation doivent être à la portée des populations, dans les langues que ces populations parlent et comprennent, et dans un langage accessible au plus grand nombre. J'ai été ahuri de rencontrer des protagonistes farouches et des adversaires décidés du NEPAD mais qui tous les deux, n'avaient jamais eu le document de base entre leurs mains. Alors, pro ou contra NEPAD, d'accord, mais de quoi s'agit-il ? Il revient au gouvernement, aux opérateurs économiques et à la société civile de faire diffuser largement la documentation pour permettre un véritable débat.

Le NEPAD, une décision des gouvernements ou un engagement des peuples africains ?

Face au constat actuel, nous sommes en droit de nous demander si le NEPAD est une décision des gouvernements ou plutôt un engagement des peuples africains. C'est vrai que les populations africaines vivent dans des situations absolument désolantes de pauvreté structurelle avec souvent moins d'1 \$ US par jour, des situations d'absence de droit, de guerre, d'exclusions aux décisions politiques et économiques, comme le précise le document, c'est vrai aussi que les intellectuels et syndicalistes africains ont décrié avec force ces anomalies, mais ce sont les Chefs d'Etat qui comme pour le Plan d'action de Lagos jadis, se sont réunis et ont pris des décisions pour relever les défis. Mais le document précise bien que le succès n'est possible que si les populations africaines elles-mêmes s'emparent de ce programme et deviennent les maîtres de leur propre destin. Alors, comment par exemple atteindre une croissance de 7% dans les quinze prochaines années, réduire de moitié la pauvreté extrême d'ici 2015, réduire de $\frac{3}{4}$ la mortalité infantile et celle des femmes en couche toujours d'ici 2015, augmenter de 10 à 35% l'accès à l'énergie commerciale d'ici 20 ans si une collaboration et une complicité réelle n'existe pas entre des gouvernements décidés et leurs populations engagées avec enthousiasme ?

Qui va financer le programme du NEPAD et dans quel intérêt ?

Même avec des gouvernements décidés et des populations engagées, une question demeure : qui, dans la situation actuelle des pays africains qui croupissent sous le poids de la dette avec une épargne intérieure peu mobilisée, les énormes transferts d'argent des dirigeants et hauts cadres africains dans des comptes en banque à l'étranger, le peu de confiance des investisseurs nationaux et internationaux dans des pays instables ou minés par une lourde et lente bureaucratie corrompue, oui, qui alors va financer les grands projets du NEPAD ? Le danger n'est-il pas déjà perçue que le NEPAD risque d'être une occasion de rêve pour une mondialisation du libéralisme en Afrique, pour une recolonisation sans merci des économies africaines ? Le NEPAD ne risque-t-il pas de devenir synonyme de nouveau partenariat pour l'aide au développement de l'Afrique et d'asseoir encore mieux la mentalité et le système d'assistanat ou l'on tend la main pour recevoir des miettes pour la survie en contrepartie de sa souveraineté et de ses biens ? Certaines élites africaines qui ne jurent que par le dépôt de leur épargne dans les banques étrangères, épargne souvent issue de détournements structurels, vont-ils trouver une contrepartie réelle dans la mise en exécution du NEPAD ? Et les pays donateurs qui jadis ont institué la division de travail qui a englouti l'Afrique dans le sous-développement depuis la nuit coloniale, quel intérêt auront-ils subitement à un succès d'un programme qui prône l'ambition de libérer l'Afrique et les Africains de la tutelle étrangère ?

Ou alors, les donateurs ont-ils plutôt développé une stratégie qui consiste à embrasser pour mieux étouffer les ambitions du NEPAD ?

Les handicaps des politiques nationales africaines et de la communauté internationale dans l'application du NEPAD

Abordons maintenant les handicaps qui entravent le succès du NEPAD aussi bien au sein des politiques nationales africaines que dans l'arène de la coopération internationale.

Le NEPAD se veut comme une initiative engageant les gouvernements et les populations africaines dans une étroite collaboration. Or cette collaboration est-elle possible tant que les populations ne se reconnaîtront pas dans la plupart des gouvernements, parce que leur droit d'expression pour le choix libre de leurs dirigeants a été bafoué par une technique électorale quelconque, par un coup d'Etat, par le règne de la dictature et de la terreur, par l'intolérance du pouvoir, la marginalisation et l'exclusion de certains groupes sociaux ou politiques, par les guerres fratricides ? La philosophie du NEPAD sous-entend une complicité entre populations et pouvoir politique qui en définitive nous octroierait des gouvernements forts. Oui, dans la phase actuelle de notre lutte pour la survie, les pays africains ont besoin de gouvernements forts et stables pour être en mesure de négocier les virages nécessaires au niveau intérieur et international et de relever les grands défis qui nous interpellent. Les gouvernements faibles et fragiles dans la phase actuelle des pays africains compromettent tout élan de démarrage et tout effort de développement, ils tombent dans une dépendance exacerbée du plus petit bailleur de fond capable d'imposer toute condition draconienne à l'équipe gouvernementale en place. Les chefs d'Etat et leurs équipes gouvernementales deviennent alors de véritables otages de décideurs étrangers, frisent parfois la folie dans un tel système ou alors ils font une philosophie et pillent sans vergogne leur propre population, sachant que s'ils ne jouent pas le jeu de la complicité, ils seront rapidement remerciés et débarqués du pouvoir par leurs maîtres étrangers. Or, pour parvenir à des gouvernements forts et stables capables de relever les défis énoncés dans le programme du NEPAD, les populations doivent pouvoir reconnaître la légitimité de leurs dirigeants et celle-ci ne peut reposer ni sur la fraude, ni sur un système d'exclusion et d'intimidation, ni sur la dictature ou la démocratie dite de façade. L'existence de contre-pouvoirs que nous connaissons même dans les systèmes traditionnels africains fait cruellement défaut dans nos systèmes actuels de gouvernement, et là où ils existent en apparence, ils ne sont là que pour la façade, légalisent, mais ne légitiment pas l'équipe en place au pouvoir. C'est exactement ce qui en retour provoque la fragilité des gouvernements en place qui pour se maintenir, ne peuvent utiliser que la force, les intrigues et les manipulations et par-là même ne sauraient plus compter sur une adhésion réelle dont ils auraient fondamentalement besoin pour la mise en application d'un programme tel que le NEPAD. Nous le voyons, la question du pouvoir, du partage du pouvoir, du contre-pouvoir, de l'alternance au pouvoir reste entière et doit trouver une solution urgente non seulement pour la stabilité, mais pour la survie même de nos populations. L'Afrique doit relever ce défi et notre génération doit y apporter sa contribution fondamentale, avec la générosité des élites qui ne peuvent plus continuer à raisonner en terme de maintien ou d'accès au pouvoir, mais qui doivent privilégier le destin global de nos pays et de notre continent.

La communauté internationale qui a l'habitude de considérer l'Afrique comme un éternel assisté, comme un champs d'exploitation au service des besoins de l'occident, surtout comme un réservoir privilégié des matières premières et qui, dans le mouvement de mondialisation du libéralisme a tendance à s'approprier l'épargne des pays africains non seulement dans les banques étrangères mais aussi sur place par la reprise de la plupart des structures industrielles

et commerciales, oui, cette communauté internationale, qui, par le biais d'institutions de financement qui dictent leur politique et leur lois aux fragiles gouvernements africains, pourra-t-elle comprendre l'urgence signalée dans le NEPAD pour un changement fondamental de politique de coopération ? Est-il possible de faire comprendre à tous que la sauvegarde de la paix tant à l'intérieur des frontières nationales qu'à l'extérieur plus qu'une nécessité est aujourd'hui un impératif pour la survie de l'humanité entière ? Est-il possible de faire comprendre à l'élite tant africaine qu'internationale que la monopolisation du pouvoir, l'exclusion et la marginalisation d'autres franges de la population ou d'autres peuples, la frustration et l'humiliation, le refus obstiné de la simple condition humaine et des droits fondamentaux à d'autres menacent non plus seulement les nations, mais chacun de nous, à tout instant, dans notre propre domicile, au bureau, en sortant de chez soi, en empruntant une voiture, un avion, un bateau ? La renaissance africaine se doit d'apporter des éléments fondamentaux de réponse à ces questions urgentes du 21^e siècle, la renaissance africaine devra engendrer un véritable nouveau partenariat avec les autres. N'oublions pas que nous sommes le berceau de l'humanité, n'oublions pas que l'Afrique a gardé des trésors enfouis dans l'oubli de nos forêts et de nos sables, détournons ce dont l'humanité peut avoir urgemment besoin pour briser ce cercle fou de l'individualisme et de l'égoïsme meurtriers, ce cercle fou de la violence et de la vengeance aveugles. Le NEPAD peut-il être un cadre pour élaborer nos chances communes ? Attelons-nous ensemble, pendant ces deux jours, à rassembler quelques éléments de réponse, ouvrons nos cœurs pour un peu plus de générosité au profit de nos peuples !